
Nº. C. X X I.

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Mercredi 7 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 5 Avril 1790.

Lettre de M. Necker à l'assemblée nationale. --

Réflexions de l'Ami du peuple. -- Insulte faite
à la garde nationale. -- Réflexions de l'Ami
du peuple. -- Suite de l'influence de notre
révolution chez nos voisins. -- Observation
sur les lettres patentes du roi.

On se rappelle que le 26 mars dernier, l'as-
semblée a décrété que les petites pensions sur la
loterie royale, qui n'excédroient pas 600 livres

(1) Je prévien mes lecteurs que l'ex-perruquier
Guignot, continuateur de ma feuille, la suppose
de mon imprimerie, pour mieux escroquer l'ar-
gent du public.

continueront d'être payées. Le premier ministre des finances a écrit à M. le président de l'assemblée nationale, que c'étoit faute d'être parfaitement instruite des faits à cet égard, qu'elle avoit rendu ce décret; que ce qu'elle avoit considéré comme des pensions n'étoit autre chose que des gratifications et des graces, dont la masse formoit une charge de 150 mille liv. pour l'état; qu'il avoit examiné les motifs de ces graces et gratifications, qu'il les croyoit susceptibles d'être réduites à 70 mille liv. : et il finit par prévenir l'assemblée, que le roi a suspendu sa sanction à ce décret, par les motifs qu'il venoit d'expliquer.

L'assemblée a décidé, sur la requisition de M. Camus, que la lettre seroit examinée par le comité des pensions, qui proposeroit un décret à ce sujet.

Réflexions de l'Ami du peuple.

Le voilà encore une fois pris sur le fait, ce ministre adoré. Dans la plus grande détresse, il a vuidé le trésor public, pour payer aux grands leurs pensions, au mépris du décret de l'assemblée nationale qui le lui défendoit. Plus de 17 millions en sont sortis pour aller alimenter le faste et l'opulence des grands seigneurs et de ses protégés, et il refuse de payer les petites pensions sur la loterie royale qui n'excèdent

pas 600 livres, parce que la masse forme un objet de 150 mille liv.; et ces 150 mille liv. après lesquelles attendent 500 malheureux, sont la cause que le décret de l'assemblée nationale, qui suspend les grosses pensions, n'est pas encore sanctionné par le souverain. -- Peuple ! voilà ton idole : baise son image ; elle t'est chère à plus d'un titre. Mais, n'est-ce pas, de la part du ministre Genevois, se jouer indignement, et de la nation et du souverain, que de se conduire d'une manière aussi indécente, aussi révoltante même ? Quoi ! les grosses pensions ont été payées, malgré le décret de l'assemblée nationale qui les suspendoit ! Les petites, qui n'excèdent pas six cens livres, ne sont point acquittées, quoiqu'elles soient exceptées de la suspension ! et, pour mettre le comble à ses prévarications, le ministre financier arrête la sanction de l'un et de l'autre décret, sur le prétexte frivole, que ces petites pensions forment une somme de 150 mille liv. ! Et le souverain ne voit pas le piège ! et de pareilles manœuvres ne sont pas dénoncées à l'assemblée nationale ! et le ministre Genevois me soutiendra qu'il est honnête homme. Ne nous y trompons pas ; le banquier Genevois n'aime que les grands, ne caresse que les grands, ne protège que les grands ; le peuple est nul à ses yeux. Il n'est pas content de l'avoir affamé,

en accaparant sa seule subsistance, pour la lui revendre empoisonnée à un prix exorbitant ; il veut achever de l'exténuer et de le ruiner. Les agioteurs et les capitalistes, ses chers favoris, après les grands, ont accaparé le numéraire. Il savoit bien que la caisse d'escompte alloit ruiner la capitale, si elle ne reprenoit ses paiemens. S'est-il inquiété un seul instant de la nécessité indispensable de la rembourser ? A-t-il offert une seule ressource pour son remboursement ? Il s'en est bien gardé, puisqu'il vouloit l'épuiser pour satisfaire ses cheres affections, et qu'il es-
péroit, en discréditant les billets de cette caisse, alimenter l'agiotage et l'usure, et forcer la nation à leur préférer les vaines paperasses qu'il lui proposoit. En un mot, le peuple n'a pas un écu : si, avant six semaines, la caisse d'escompte ne paie pas à bureau ouvert, il n'aura pas une piece de vingt-quatre sols, et c'est dans ces circonstances désespérantes, que le Genevois, prodigue pour le puissant, avare pour le peuple, se refuse au paiement des pensions qui n'excèdent pas 600 livres, parce qu'elles forment, dit-il, une masse de 150 mille livres. Il n'auroit pas regardé à 150 millions, s'il se fût agi de payer ses grands pensionnaires : il regarde à 150 mille livres, quand il faut soulager la misere de cinq cents individus qui n'ont pas des titres plus équi-

voques. En attendant, le décret du 26 mars n'est pas sanctionné, les grosses pensions continuent d'être payées, et les petites sont suspendues.... Eh bien, peuple ! voilà ton idole. Baise son image ; elle t'est chère à plus d'un titre !

Suite de l'influence de notre révolution
chez nos voisins.

.... L'Italie et l'Espagne ne sont pas les seules contrées où les despotes cherchent à garantir les peuples de ce qu'ils appellent LE MAL FRANÇAIS. Les grandes maximes débattues et consacrées par l'assemblée nationale de France, ont paru dangereuses au gouvernement actuel de la Suède. Le roi a défendu « d'insérer dans les papiers publics aucun article de France, qui ait quelque rapport à la révolution et aux délibérations de l'assemblée nationale de ce royaume. » Dans l'ordonnance rendue à ce sujet, il est dit que, comme les rapports relatifs à la révolution Française sont souvent mal fondés ou peu sûrs, « c'est par égard pour la cour de France qu'on a cru devoir prendre cette précaution » (1). A Venise, l'espionnage

(1) Ce prétexte grossier n'en impose à personne ; et tous les Suédois savent parfaitement bien que le monarque français n'a pu exiger d'un prince étranger une prohibition qu'il ne pourroit faire exécuter dans son propre royaume.

secret y est si redoutable, que les inquisiteurs d'état punissent les simples indiscretions par les supplices et par la mort. Le chevalier d'Hermonville, mandé ces jours derniers à ce terrible tribunal, on lui fit voir derriere un rideau le cadavre de M. Pierton son ami, attaché à un collier de fer et étranglé, pour s'être permis de s'expliquer trop librement, la veille, dans un café, sur la révolution Française. Par-tout les ministres des despotes redouble de vigilance et de soin pour intercepter l'entrée des papiers françois dans leurs états, et laisser ignorer aux esclaves qu'ils commandent la constitution précieuse dont va jouir la France. Vaines précautions ! les peuples s'éclairent chaque jour sur leurs droits. Le jour de la réclamation arrivera ; ils briseront leurs chaînes, ils se souleveront, et leurs tyrans seront chez eux, comme chez nous, les premières victimes qu'ils sacrifieront à la patrie sur l'autel de la liberté.

Insulte faite à la garde nationale.

Je me fâche de ne lire dans aucun de nos journaux l'insulte atroce faite, samedi dernier, à un factionnaire de la garde nationale. Je ne suis point novelliste : mais puisque les novellistes oublient cette incartade aristocratique, je dois la mettre sous les yeux du peuple, auquel

je trouve fort important de dénoncer les ennemis de la révolution et de la liberté.

Samedi dernier, un particulier se présentant, sans cocarde, à la porte des Thuilleries, le garde national de service, lui dit qu'on n'entroit point sans cocarde. Après quelques mauvais propos, de la part de ce particulier, auxquels le garde national ne daigna pas même répondre, il se tourne du côté d'une marchande de cocarde, pour en choisir une. Au même instant, un autre particulier qui l'accompagnoit, fond sur le garde national, lui arrache son fusil, le prend au collet, le jette par terre et lui meurtrit la tête à coup de crosse. Une violence aussi criminelle a soulevé tous les spectateurs; et celui qui venoit d'insulter et de vexer aussi cruellement ce garde national, a été arrêté et conduit au district.

Réflexions de l'Ami du peuple.

Je ne sais ce qu'a décidé le district où ce violent aristocrate a été conduit : mais, je pense que le seul moyen de conserver notre liberté, c'est de faire respecter nos gardes nationaux, et de faire un exemple du premier qui les insultera. Que respectera-t-on, si l'on se permet de vexer et d'opprimer les conservateurs de notre liberté, ceux qui veillent tandis que nous dormons.-- J'opine donc à ce qu'il soit statué et ordonné,

que ceux qui auront la témérité d'insulter ou de maltraiter un garde national en fonction, soient sans pitié passés par les verges. Un seul exemple de cette nature suffiroit pour effrayer les ennemis de la révolution, et ne contribueroit pas pour peu à l'avancement et au maintien de la nouvelle constitution.

Observation sur les lettres patentes du roi.

On publioit hier les lettres patentes du roi sur les décrets de l'assemblée nationale qui fixent le traitement des religieux qui sortiront de leurs maisons, et sur celui concernant la sûreté des personnes, des propriétés, et la perception des impôts, transcrites en parlement, en vacations. Curieux de me les procurer, je les ai achetées. Mais qu'on juge de mon étonnement, lorsqu'à la fin j'ai lu ces mots : « transcrits, oui et ce ré- » quérant, etc. etc. à la charge de réitérer la- » dite transcription sur les registres de la cour » à la rentrée d'icelle ». Est-ce que le parlement espere de reprendre un jour ses fonctions accoutumées ? Notre dite cour, pourquoi cette réserve ? Vous savez bien que vous ne rentrerez jamais.

De l'Imprimerie de M A R A T.